

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 15 DECEMBRE 2021

JP/DS

Objet : 1.2 Multiples de part fixe - Complément

Délibération n° 2021CS120013	Nombre de conseillers:		Vote :	
	En exercice	84	Majorité requise :	24
Date de la convocation : 06/12/21	Quorum	29	Pour	48
Secrétaire de séance (art. L2121-15) CGCT) : M. Jean-Manuel GARRIDO	Présents	39	Contre	0
	Pouvoirs	9	Abstentions	0
	Votants	48		

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze du mois de décembre à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat, 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent ou suppléé	Suppléé par ou pouvoir donné à
BETTING Dominique	LES ASSIONS	X	
CONSTANT Bernard	BALAZUC	X	
FERRIER Dominique (M.)	BANNE		
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU		
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	X	
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS	X	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	X	
KOB Wilfrid	CHASSIERS	X	
TUAILLON Alain	CHAUZON		
LINAIS Julien	CHAZEUX		
CHAUDANSON Christian	FABRAS	X	
PASCAL Jean	FAUGERES	X	
MARHIC Daniel	GROSPIERRES	Suppléé par	JAUZION Bruno
LEYNAUD Jean-Marc	JOANNAS		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
PONTHIER Jean-Yves	LABEGUDE		
GROS Cyril	LABEGUDE		
GENEST Sandrine	LACHAPELLE S/S AUBENAS		
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
VEOL Christophe	LALVADE D'ARDECHE	X	
LE TOQUIN Stéphanie	LALVADE D'ARDECHE	Pouvoir à	VEOL Christophe
LACROIX Bernard	LARGENTIERE	X	
VILLALONGA Jérémy	LARGENTIERE	X	
DEROUILHE François	LAURAC EN VIVARAIS		
DAVO Jean-François	LAURAC EN VIVARAIS		
HOURS André	MALBOSC	X	
BRUN Marc	MEYRAS	X	
KRASOUSKY Bruno	MONTREAL	X	
LAURIOL Samuel	PRADONS		
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET		
AUDIBERT François	RIBES	X	

IMBERT Guy	ROCHER	X	
CAMPO Hervé	ROCLES	X	
BEDAGUE Gery	ROSIERES		
POUGET Eric	ROSIERES		
DE LA FONTAINE Pierre	RUOMS		
CARON Christian	RUOMS	X	
BESANCENOT Thierry	RUOMS		
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES	X	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES		
MARIJON David	ST ANDEOL DE VALS		
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUZIERES	X	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE	X	
MINJOLAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER	X	
MERINE Philippe	ST PRIVAT		
ROURISSOL Denis	ST PRIVAT		
MOLLARD David	ST SAUVEUR DE CRUZIÈRES		
CHABRY Christophe	SAMPZON		
DEGUILHEM Arnaud	SANILHAC		
BANCHET Marie-Claire	TAURIERS	X	
GANDON Christian	UCEL	Pouvoir à	CHAUDANSON Christian
BOYER Joël	UCEL	Pouvoir à	BALMELLE Robert
GIAUFRET Hervé	UCEL	Pouvoir à	LLORCA Patricia
PERRIER Bernard	UZER	Pouvoir à	PASCAL Jean
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
LACROTTE Robert	VALS-LES-BAINS		
EL FARKH Marie	VALS-LES-BAINS		
CHEREL Xavier	VERNON		
GRASSET Guillaume	VINEZAC	X	
BOISSIN Odile	VINEZAC	X	
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaume-Drobie		
AUDIBERT François	CDC Pays Beaume-Drobie	X	
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
CLEMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BOYER Joël	CDC BASSIN D'AUBENAS		
GROS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS		
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	Pouvoir à	GARRIDO Jean-Emmanuel
GINEVRA Stéphane	CHIROLS	X	
MAISONNEUVE Patrick	FONS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		
PANTOUSTIER Brigitte	JOYEUSE	X	
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	GIMENEZ Jacques
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC	X	
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	DIVOL Max
MARRON Jacques	SIAEP BARJAC	X	
UGHETTO René	SIAEP BARJAC		
AGERON Claude	SIAEP BARJAC		
BACCONNIER J-Claude	SIVOM Olivier de Serres	X	
FALLOT Joseph	SIVOM Olivier de Serres	X	
GLADIEUX J-Pierre	SIVOM Olivier de Serres	Pouvoir à	BACCONNIER Jean-Claude
CROS Michaël	SIVOM Olivier de Serres	X	
DEVOS Benoît	SIAE ST ETIENNE ST SERNIN		

OBJET : 1.2 Multiples de part fixe - Complément

Il est rappelé que l'article L.2224-12-4 I 1er alinéa du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que « Toute facture d'eau comprend un montant calculé en fonction du volume réellement consommé par l'abonné et peut, en outre, comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume en fonction des charges fixes du service et des caractéristiques du branchement, notamment du nombre de logements desservis. ».

Cet article a pour objectif, en instituant le multiple de part fixe, de garantir l'égalité de traitement des usagers quel que soit le type d'habitat, et pourvoir ainsi à l'équité sociale.

Le règlement de service de l'eau potable du SEBA, dans son article 8, prévoit que : « MULTIPLE DE PARTS FIXES : Si un compteur général dessert plusieurs logements, locaux commerciaux, artisanaux, professionnels, bureaux... non soumis à l'individualisation de la fourniture en eau, et appartenant à un unique propriétaire ou à une copropriété (etc...) alors il sera facturé sur le compteur général un abonnement dont le montant sera équivalent au nombre de logements ou locaux desservis multiplié par la redevance exigible pour un compteur individuel à usage d'habitation. ».

Cette rédaction est reprise à l'article 28 du règlement de service de l'assainissement collectif.

Ces articles ne s'appliquaient pas jusqu'alors à certains types d'usagers assurant un hébergement touristique (défini comme : toute installation qui, régulièrement ou occasionnellement, pourvoit à l'hébergement de touristes).

Les spécificités de ce type d'hébergement ne permettent pas toujours d'assimiler une chambre ou un emplacement à un logement entier, du fait de son type de consommation d'eau, de son taux de remplissage et des périodes d'ouverture.

Concernant spécifiquement l'hôtellerie de plein air, une délibération avait été votée le 16 décembre 2019 par le comité syndical. Celle-ci s'étant avérée inopérante du fait de l'impossibilité pour le SEBA de recueillir toutes les informations nécessaires, il conviendra de l'abroger.

Il est proposé aujourd'hui de compléter la mise en place des multiples de part fixe pour les établissements suivants :

- Hôtellerie de plein air (campings, campings « à la ferme », parcs résidentiels de loisirs,...) : une unité de logement par tranche entamée de 20 emplacements.
- Hôtels, chambres d'hôtes et tous hébergements assimilés : une unité de logements par tranche entamée de 6 chambres.

Il est rappelé que les multiples de part fixe s'ajoutent à l'abonnement dû pour le compteur principal.

La commission « finances et travaux » a été saisie le 8 décembre 2021. La commission consultative des services publics locaux et le conseil d'exploitation des régies ont rendu des avis favorables le 9 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité :

- **INSTITUE** le principe d'application des multiples de part fixe pour les établissements de l'hôtellerie de plein air, hôtels, chambres d'hôtes et hébergements assimilés à compter du 1er janvier 2022,
- **DECIDE** que, dans ce cas, il sera souscrit par le propriétaire ou son représentant un abonnement en fonction du diamètre pour le compteur général et :
 - X/20 abonnements correspondants à un compteur de 15 mm, où X est le nombre d'emplacements indiqué à l'arrêté de classement ou, à défaut, l'autorisation d'urbanisme pour les établissements de l'hôtellerie de plein air ; la division est arrondie à l'entier supérieur
 - X/6 abonnements correspondants à un compteur de 15 mm, où X est le nombre de chambres répertoriées par les institutions dédiées (offices de tourisme, organisations représentatives) ou par les déclarations du propriétaire, pour les hôtels, chambres d'hôtes et tous hébergements assimilés ; la division est arrondie à l'entier supérieur,
- **DECIDE** qu'en l'absence de connaissance formelle de la capacité d'un établissement, il sera demandé au propriétaire de déclarer sur l'honneur cette capacité ; qu'en l'absence de réponse dans les délais indiqués, la capacité sera estimée par tous moyens par le SEBA,
- **CONFIRME** le régime appliqué actuellement pour les autres types d'activités,
- **ABROGE** la délibération du 16 décembre 2019 traitant du même objet pour l'hôtellerie de plein air.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le président,
Jean PASCAL